

## **REGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION**

Référence de la consultation :  
2025YOZC-SUPPORT-CEDRE-NIV2

### **OBJET DE LA CONSULTATION**

Prestations relatives à la maintenance et au support de  
niveau 2 du logiciel CEDRE de l'ONERA.

### **DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Mercredi 17 septembre 2025 avant 15h00.

### **MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE**

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

## SOMMAIRE

<b><u>PREAMBULE</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>1 OBJET – DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE</u></b>	<b><u>4</u></b>
1.1 OBJET	4
1.2 FINANCEMENT	4
1.3 STRUCTURE ET FORME	4
1.4 SECURITE DE L’ACCORD-CADRE	4
1.5 DUREE	5
<b><u>2 MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE</u></b>	<b><u>6</u></b>
2.1 PROCEDURE	6
2.2 ALLOTISSEMENT	6
2.3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	6
2.4 ECHANGES	6
2.5 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
2.6 GROUPEMENT D’ENTREPRISES	7
2.7 SOUS-TRAITANCE	7
2.8 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
<b><u>3 PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES</u></b>	<b><u>8</u></b>
3.1 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	8
3.2 APPRECIATION DE LA CANDIDATURE	9
<b><u>4 PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES</u></b>	<b><u>10</u></b>
4.1 PRESENTATION DE L’OFFRE	10
4.2 ANALYSE ET APPRECIATION DES OFFRES – ATTRIBUTION	11
<b><u>5 CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS (CANDIDATURES ET OFFRES)</u></b>	<b><u>13</u></b>
5.1 REMISE DES DOSSIERS	13
5.2 COPIE DE SAUVEGARDE	13
<b><u>6 SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS</u></b>	<b><u>15</u></b>

## PREAMBULE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes:

N°	Intitulé
PJ1	présent document, valant <b>règlement particulier de la consultation</b> , qui définit les modalités de la consultation, et son annexe : <ul style="list-style-type: none"> <li>• fiche de renseignements fournisseur (annexe 1)</li> </ul>
PJ2	<b>projet d'accord-cadre</b> et ses cinq (5) annexes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé ou illégal (annexe 1)</li> <li>• annexe financière (annexe 2)</li> <li>• clause de protection du secret de la défense nationale (annexe 3)</li> <li>• Périodes de fermeture des centres ONERA 2025 (annexe 4)</li> <li>• Charte de bon usage des moyens informatiques de l'ONERA (annexe 5)</li> </ul>
PJ3	<b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b> référence « CCTP-SUPPORT-CEDRE-NIV2 » édition du 25/06/2025 et ses deux (2) annexes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procédure de mise en place d'une session de formation utilisateurs (annexe 1)</li> <li>• Procédure de mise à jour des pages web du site Cedre (annexe 2)</li> </ul>
PJ4	<b>Matrice de compétences</b>

Ces documents sont la propriété de l'ONERA. Les informations ainsi communiquées ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la présente consultation.

Le DCE peut être téléchargé sur la plateforme des achats de l'État (la PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur le profil acheteur de l'ONERA sous la référence 2025YOZC-SUPPORT-CEDRE-NIV2.

*Remarques concernant le téléchargement via PLACE :*

1/ Il est recommandé au candidat de s'identifier lors du téléchargement du dossier sur la plateforme, faute de quoi il ne pourra pas être destinataire des éventuels messages relatifs à la procédure, transmis exclusivement par la PLACE (exemples : modifications du dossier de consultation, réponses aux questions...).

2/ Les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr). Il appartient au candidat de faire le nécessaire pour que les courriels envoyés depuis la PLACE ne soient pas filtrés.

## 1 **OBJET – DESCRIPTION DE LA PRESTATION ET STRUCTURE**

### 1.1 **Objet**

Le présent règlement particulier définit les modalités de mise en œuvre de la consultation préalable à la passation d'un marché, qui aura pour objet :

les prestations relatives à la maintenance et au support de niveau 2 du logiciel CEDRE de l'ONERA.

### 1.2 **Financement**

Le financement de cette prestation est prévu sur fonds propres de l'ONERA.

### 1.3 **Structure et forme**

Le marché concerné est un **marché de défense ou de sécurité** au sens de l'article L.1113-1 du Code de la Commande Publique<sup>1</sup> (CCP).

Le marché concerné est un accord-cadre.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il comprend à la fois une part marché avec des prestations fermes et des prestations sur marchés subséquents.

Il est décomposé en une (1) tranche ferme (TF) et une (1) tranche optionnelle (TO) réparties comme suit :

- Une Tranche Ferme (TF), comprenant :
  - Poste 1 : phase d'appropriation (poste ferme)
  - Poste 2 : Prestations récurrentes comprenant une période pilote (phase 1 du CCTP) et une période de service régulier (phase 2 du CCTP) (poste ferme)
  - Poste 3 : Poste à Marchés Subséquents (MS) : formations supplémentaires

Les MS sont émis au fur et à mesure des besoins de l'ONERA, pendant la durée d'exécution de l'Accord-Cadre.

La TF est exécutoire dès la notification de l'accord-cadre.

- Une Tranche Optionnelle (TO), éventuellement affirmée par l'ONERA par ordre de service comprenant :
  - Poste 4 : phase de réversibilité

### 1.4 **Sécurité de l'accord-cadre**

L'accord-cadre à conclure correspond à un contrat qualifié par l'ONERA de « contrat standard dans une ZRR » avec contrôle des accès (MZ).

---

<sup>1</sup> Code de la Commande publique disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190524>

### **1.5 Durée**

L'accord-cadre prend effet dès sa notification et se termine quatre (4) ans après son début d'exécution fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2026 (soit jusqu'au 31 décembre 2029).

Il peut néanmoins être éventuellement reconduit 2 fois 1 an (soit jusqu'au 31 décembre 2031 au maximum) par décision notifiée au titulaire avec un préavis d'un mois avant l'échéance.

## 2 **MODE DE PASSATION – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE**

### 2.1 **Procédure**

Conformément aux dispositions des articles L.2323-1 et R.2323-1 du Code de la Commande Publique, au vu de la nature des prestations et du montant mis en jeu, la consultation est menée suivant une **procédure adaptée**.

La procédure mise en place par l'ONERA est une **procédure de mise en concurrence ouverte avec publicité préalable** et avec **possibilité de négociation des offres** – cf. modalités de négociations à l'article 4.2 du présent document.

Cependant, l'ONERA se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales reçues sans négociation.

(Article R.2323-4 du CCP)

La procédure se déroule en une seule étape de remise conjointe des candidatures et des offres.

### 2.2 **Allotissement**

L'accord-cadre est constitué d'un lot unique.

### 2.3 **Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

Définitions	
Variante	offre alternative
Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	élément complémentaire à l'offre

#### a. **Variantes**

Les variantes « libres », à l'initiative du soumissionnaire sont interdites.

Il n'y a pas de variantes « imposées » par l'ONERA.

#### b. **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

La consultation ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) imposée par l'ONERA.

### 2.4 **Echanges**

Pendant toute la période de consultation, le candidat peut échanger et poser des questions à l'ONERA concernant le projet et la procédure. **L'ensemble des échanges se fait exclusivement via le portail de dématérialisation PLACE sur le profil acheteur de l'ONERA** et doit parvenir au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures et des offres. L'ONERA s'engage à apporter une réponse à toutes les questions posées. Il n'est transmis aucune réponse aux questions arrivées hors délai. Il n'est répondu à aucune question orale.

Toutes les questions et les réponses associées sont transmises à l'ensemble des candidats, sous réserve de leur portée générale et dans le respect de la confidentialité des informations transmises par le candidat demandeur.

 **Aucun renseignement ne pourra être fourni par l'ONERA entre le 08/08/2025 et le**

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

**17/08/2025 inclus (fermeture ONERA).**

## **2.5 Modifications de détail au dossier de consultation**

L'ONERA se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat doit alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.6 Groupement d'entreprises**

Conformément aux dispositions de l'article R.2342-12 du CCP, un candidat peut choisir de répondre en groupement avec une ou plusieurs autres entreprises.

Si tel est le cas, la forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises lors de l'attribution de l'accord-cadre est soit le groupement solidaire soit le groupement conjoint avec solidarité du mandataire, pour des raisons de responsabilité.

Un même candidat ne peut présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans l'ensemble du présent document, « le candidat » ou « le soumissionnaire » ou « la société » ou « l'opérateur économique » ou « l'entreprise » ou « l'entreprise soumissionnaire » ou le « futur titulaire » désigne indifféremment le candidat seul ou l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant.

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels cotraitants.

Les précisions à apporter au projet d'accord-cadre (PJ2) dans un cas de groupement seront communiquées ultérieurement par l'ONERA au candidat concerné, le cas échéant.

## **2.7 Sous-traitance**

Le futur titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une ou de plusieurs parties des prestations demandées **hormis celles du poste 1 de la tranche ferme (phase d'appropriation) et celles du poste 4 de la tranche optionnelle (phase de réversibilité), considérées comme tâches essentielles par l'ONERA.**

La sous-traitance peut être déclarée dès la remise de sa proposition par le candidat ou ultérieurement, lors de l'exécution des prestations. En tout état de cause, toute sous-traitance devra être déclarée et soumise à acceptation explicite préalable de l'ONERA avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

Pour rappel, la sous-traitance totale est prohibée.

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

Le candidat s'engage à reporter l'ensemble des clauses et contraintes de la présente consultation et du futur accord-cadre à ses éventuels sous-traitants agréés par l'ONERA.

## **2.8 Marché de prestations similaires**

Conformément à l'article R.2322-12 du CCP, l'ONERA se réserve la possibilité de passer des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles concernées par la présente consultation. La durée pendant laquelle l'ONERA peut conclure de tels marchés ne peut dépasser cinq ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre concerné par la présente consultation.

## **3 PRESENTATION ET ANALYSE DES CANDIDATURES**

### **3.1 Présentation du dossier de candidature**

#### **a. Généralités**

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'une ou plusieurs autres sociétés (cotraitant, sous-traitant), alors il produit les mêmes documents concernant celle(s)-ci que ceux qui sont exigés pour le candidat lui-même.

Les pièces demandées dans le dossier doivent être rédigées en langue française. Néanmoins, les documents émanant des autorités administratives du pays du candidat peuvent être fournis dans la langue officielle du pays mais le candidat doit alors fournir une traduction de ces documents (en français ou en anglais).

Quel que soit le choix du candidat pour présenter son dossier, son attention est attirée sur l'importance de la production de l'ensemble des documents demandés.

La procédure **n'est pas ouverte** aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen (article R.2342-7 du CCP).

#### **b. Documents administratifs : contenu et forme de la présentation**

A l'appui de sa candidature, le candidat fournit les éléments suivants, conformément à l'article R.2343-3 du CCP :

N°	Document/ Information	Commentaires
C1	<b>fiche de renseignements fournisseur</b> de l'ONERA (annexe 1 du présent document) valant lettre de candidature, déclaration de capacités (professionnelles, économiques, financières et techniques) et déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner	complétée et signée par une <b>personne habilitée à engager le candidat</b>
C2	<b>numéro unique d'identification</b> (n° SIREN délivré par l'INSEE) <sup>2</sup> ou, à défaut, tout document justifiant de son immatriculation, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, datant de moins	

<sup>2</sup> A partir de ce n°, l'ONERA accède aux informations nécessaires concernant le candidat (français) sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> (justificatif d'immatriculation, identification des Dirigeants etc.)



	de trois mois	
C3	<b>délégations de pouvoir</b> en cas de signature par une personne autre que celle(s) identifiée(s) comme « Dirigeants » du candidat, <sup>3</sup>	
C4	<b>bilan d'émissions de Gaz à Effet de Sphère (GES)</b> de la société pour les sociétés soumises à cette obligation (entreprises de plus de 500 salariés en métropole) <b>ou document équivalent</b> mentionnant les actions prises pour réduire les émissions de GES de la société,	
C5	les actions déjà mises en œuvre dans le cadre de la <b>Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)</b> de la société.	

Le cas échéant, le candidat peut fournir tout autre document de preuve de ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles (dans le cas, par exemple, d'une entreprise récemment créée).

Par ailleurs, le candidat est dispensé de transmettre les documents de la candidature demandés s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit (il doit alors fournir les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage).

### 3.2 Appréciation de la candidature

La candidature est appréciée sur la base des renseignements et documents demandés ci-dessus, en tenant compte de la situation juridique de l'opérateur économique ainsi que de ses garanties et capacités techniques (notamment références antérieures, effectifs), économiques et financières (notamment chiffre d'affaires) selon les dispositions des articles R.2344-1 à 8 du CCP.

L'ONERA est libre d'effectuer l'analyse des dossiers de candidature à tout moment de la procédure et, au plus tard, avant l'attribution de l'accord-cadre.

Après analyse du contenu des pièces à fournir au titre du dossier de candidature, l'ONERA rejette les candidats qui n'ont pas les capacités suffisantes, ceux ne présentant pas la totalité des justificatifs demandés au titre du dossier de candidature ou étant dans un cas d'interdiction de soumissionner ou ceux ayant fourni des renseignements inexacts.

L'ONERA se réserve cependant la faculté de procéder à la régularisation de toute candidature incomplète ou de demander des compléments d'informations sur les pièces et justificatifs produits, dans un délai approprié (fixé dans la demande de complément).

<sup>3</sup> L'ONERA vérifie l'habilitation à engager le candidat des personnes physiques en se rendant sur la page Dirigeants de ce même site

## 4 **PRESENTATION ET ANALYSE DES OFFRES**

### 4.1 **Présentation de l'offre**

A l'appui de son offre, le soumissionnaire produit a minima les pièces listées ci-dessous :

N° pièce	Intitulé	Signature	Formats
O1	<u>projet d'accord-cadre</u> (PJ2) et ses annexes 1 et 3 complétés	x	Word <u>et</u> pdf
O2	Annexe financière complétée (annexe 2 au projet d'accord-cadre précité)	x	Excel <u>et</u> pdf
O3	Matrice de compétences complétée (PJ4)	x	Excel <u>et</u> pdf
O4	<p>un <u>mémoire technique</u> rédigé spécifiquement pour répondre à la présente consultation, qui décrit notamment :</p> <p>Les compétences et moyens humains affectés à la prestation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les compétences des moyens humains mobilisés (mobilisation de l'ensemble des compétences requises pour la bonne exécution des missions),</li> <li>• les CV types (anonymisés) des profils confirmés sur le support avec des compétences avérées, attendues par l'ONERA,</li> <li>• les dispositions particulières envisagées pour assurer la pérennité des compétences de l'équipe proposée</li> </ul> <p>L'organisation de la prestation et la disponibilité du personnel dédié à l'accord-cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la description détaillée de la prestation proposée en adéquation avec le CCTP (PJ3),</li> <li>▪ la composition détaillée de l'équipe proposée (responsables et équipe opérationnelle – titulaire et suppléant) : taille, rôles pour assurer la mission et procédure de remplacement en cas d'indisponibilité d'un intervenant, dispositif proposé par le soumissionnaire pour respecter les règles déclinées dans le paragraphe XVI.2 "Accès à des zones protégées" du projet d'accord-cadre.</li> </ul> <p>En tout état de cause, le candidat doit assurer une continuité de service.</p> <p>Le mémoire technique intègre également un volet environnemental qui décrit :</p>		

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

	Les mesures concrètes que le soumissionnaire va mettre en œuvre spécifiquement dans le cadre de l'exécution des prestations attendues par l'ONERA notamment pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (cf. Article IV.3 du projet de marché précité)		
O5	RIB original de la société, contenant l'ensemble des informations nécessaires au règlement des prestations,	x	
O6	Liste des connaissances antérieures et connaissances antérieures standard que le soumissionnaire envisage d'utiliser pour l'exécution de l'accord-Cadre ou d'intégrer dans les résultats de l'accord-Cadre		

Le soumissionnaire peut compléter son offre de tout autre document (ou information) complémentaire jugé utile et pertinent.

Les pièces listées ci-dessus doivent être rédigées en langue française.

Le délai de validité des offres est de **4 mois** à compter de la date limite de remise des dossiers figurant en première page, ou à compter de la date de remise des offres actualisées et/ou finales, pour les versions ultérieures.

Les modalités de remise des offres sont précisées à l'article 5 ci-après.

## **4.2 Analyse et appréciation des offres – attribution**

### **a. Modalités d'analyse et déroulement des négociations**

L'analyse des offres peut s'effectuer en plusieurs étapes successives.

L'ONERA se réserve notamment la possibilité de négocier avec une liste restreinte de candidats, à savoir uniquement avec ceux ayant présenté les meilleures offres (à l'issue d'un premier classement, établi selon les critères de sélection indiqués au c. ci-après), durant autant de phases de négociations qu'il pourrait s'avérer nécessaire.

Cette négociation peut s'effectuer par courriel (via PLACE) ou lors d'auditions par téléphone/visioconférence ou dans le centre ONERA de Châtillon

Tous les éléments du dossier et de l'offre sont négociables (prix, délais), hormis les clauses de garantie et de propriété intellectuelle énoncées dans le projet d'accord-cadre (PJ2) et hormis les clauses légales et réglementaires.

Les négociations sont menées suivant le principe d'égalité de traitement des candidats.

A l'issue de la ou des négociations, une offre finale est demandée à l'ensemble des candidats admis à négocier. Cette offre finale ne peut plus être négociée.

Les offres finales sont notées et classées selon les mêmes critères (précisés au c. ci-après). L'accord-cadre est attribué à la société ayant présenté l'offre la mieux-disante (ayant obtenu la meilleure note globale).

**Cependant, pour rappel, l'ONERA se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.**

#### **b. Motifs d'élimination des offres**

Sont automatiquement éliminées :

- les offres inappropriées ainsi que les offres demeurant irrégulières et/ ou inacceptables malgré les éventuelles demandes de complément de l'ONERA et les éventuelles négociations,
- les offres ne respectant pas les conditions de présentation figurant à l'article 4.1 du présent document, après demande de régularisation éventuelle par l'ONERA.

#### **c. Critères objectifs d'évaluation des offres**

Pour attribuer l'accord-cadre au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'ONERA entend se fonder sur les critères objectifs ci-après affectés des indices de pondération suivants :

<b>CRITERES</b>		<b>PONDERATION</b>
<b>Critère financier</b>		<b>50%</b>
	- Montant total de la prestation, incluant la tranche ferme, reconductions incluses, (hors poste 3 à MS et hors poste 1 <sup>4</sup> ) et la tranche optionnelle (tel que renseigné dans l'annexe financière – document de l'offre O2),	45%
	- Montant de l'UO du poste 3 à MS (tel que renseigné dans l'annexe financière – document de l'offre O2)	5%
<b>Qualité technique jugée sur la base du mémoire technique (document de l'offre O4) et de la matrice de compétences (document de l'offre O3)</b>		<b>50%</b>
	- Adéquation des compétences et qualifications des moyens humains affectés à la prestation et dispositif de pérennisation de l'équipe proposée,	35%
	- Pertinence de l'organisation de la prestation et qualité des mesures mises en œuvre pour assurer la disponibilité du personnel.	15%

<sup>4</sup> Pour des raisons d'égalité de traitement des candidats, le poste 1 (poste d'Appropriation) ne sera pas pris en compte dans le cadre de ce critère

## **5 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES DOSSIERS COMPLETS (CANDIDATURES ET OFFRES)**

La réception des plis ayant lieu en une seule phase, le candidat doit transmettre simultanément son dossier de candidature et d'offre.

### **5.1 Remise des dossiers**

Le candidat a l'obligation de remettre son dossier complet (candidature + offre) par voie dématérialisée : la remise de ce dossier complet se fait exclusivement sur la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur le profil acheteur de l'ONERA.

En cas de problème sur la PLACE, un service de support et d'assistance technique à l'utilisation de cette plateforme de dématérialisation est disponible en ligne :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=55226fb7-d16a-4fb3-9f1a-54ef38822106>

*Remarques concernant le dépôt des dossiers sur PLACE :*

*1/ Certaines opérations de maintenance étant exécutées sur PLACE les mercredis entre 19h et 22h, il est conseillé au candidat d'éviter de choisir cette période pour déposer son dossier.*

*2/ Il est recommandé au candidat d'anticiper suffisamment la vérification de la configuration de son poste en fonction des contraintes détaillées sur la plateforme PLACE et le dépôt de son dossier afin d'éviter les problèmes de dernière minute.*

*3/ Le candidat a la possibilité de déposer plusieurs dossiers successifs en cas d'oubli d'une pièce ou d'erreur à rectifier notamment. Chaque dossier déposé annule et remplace le dossier précédemment remis par le candidat. De ce fait, seul le dernier dossier déposé sera ouvert par l'ONERA : il doit donc comporter l'ensemble des pièces demandées dans le présent document (à l'appui de la candidature et de l'offre).*

### **5.2 Copie de sauvegarde**

Le soumissionnaire peut également envoyer, en même temps, une copie de sauvegarde, sur papier ou sur support numérique (de type clé USB, CDROM etc.), qui doit comprendre les mêmes fichiers ou informations que le dossier déposé sur PLACE.

La copie de sauvegarde peut être ouverte par l'ONERA et se substituer au dossier transmis électroniquement uniquement dans les cas suivants :

- si l'ONERA détecte un virus dans le dossier déposé par voie électronique,
- si un dossier a été transmis par voie électronique sans parvenir à l'ONERA dans les délais attendus,
- si le dossier transmis par voie électronique ne peut être ouvert par l'ONERA.

Elle doit être envoyée sous **enveloppe cachetée, indiquant :**

**« NE PAS OUVRIR / CONSULTATION REF : 2025YOZC-SUPPORT-CEDRE-NIV2 »**

ENTREPRISE : .....

(Indiquer le nom de l'entreprise soumissionnaire)

Elle est adressée sous pli recommandé avec accusé réception à :

ONERA

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

Direction des Achats  
29 avenue de la Division Leclerc  
CS 90027  
92322 CHATILLON Cedex

Pour être ouverte, la copie de sauvegarde doit arriver avant les date et heure limites de remise des dossiers figurant en 1<sup>ère</sup> page.

ONERA Direction des Achats  
29 Avenue de la Division Leclerc – CS90027  
92322 CHATILLON Cedex

## **6 SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS**

L'ONERA dispose de certificats de signature électronique et favorise donc autant que possible la signature électronique de ses marchés et accords-cadres.

Ainsi, l'ONERA encourage le candidat et potentiellement futur titulaire de l'accord-cadre, à se doter, de certificats de signature électronique qualifiés et conformes au règlement eIDAS (Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur), pour les personnes ayant le pouvoir d'engager la société.

Le titulaire de l'accord-cadre pourra alors utiliser l'outil de signature disponible sur PLACE, pour signer les documents contractuels aux formats de signature autorisés XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature sera validée par l'ONERA si l'ensemble des contrôles effectués par l'outil PLACE sont passés avec succès et si le titulaire du certificat de signature utilisé dispose bien du pouvoir d'engager la société. A titre informatif, les vérifications effectuées par l'outil disponible sur PLACE sont les suivantes :

1. identité du signataire,
2. appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique,
3. respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019,
4. caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature,
5. intégrité du document signé.